

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MERCREDI 9 AVRIL 1980 - No 68 (Nouvelle série).

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10.

2F

CARTER MENACE L'IRAN

Le président américain a annoncé officiellement la rupture des relations diplomatiques des USA avec l'Iran ainsi que d'autres mesures destinées à intimider les iraniens

Carter, soutien fidèle depuis toujours du souverain iranien déchu, vient d'annoncer des mesures d'intimidation contre l'Iran. En premier lieu, les relations diplomatiques sont rompues. Les quelques diplomates iraniens qui restaient aux USA depuis que le personnel diplomatique avait été sérieusement réduit, devaient avoir quitté le sol américain mardi avant minuit.

D'autres mesures ont été simultanément annoncées par le président américain. Elles concernent notamment les biens iraniens aux USA qui pourraient, selon Carter, être utilisés pour dédommager les fa-

milles des otages. En même temps, toutes les liaisons à caractère économique entre les USA et l'Iran sont rompues.

On apprenait dans le même temps que des bâtiments de la marine américaine faisaient route vers l'océan Indien.

Ces décisions et leur annonce à grand bruit, ont évidemment une fonction interne en pleine campagne électorale en Amérique, alors que le « problème des otages » est un des points sur lesquels ses adversaires attaquent Carter. Cependant, elles ont pour objet également d'intimider les iraniens et de faire monter un peu plus la tension dans cette région du monde.

Le pétrole du Tanio continuera de couler pendant des mois

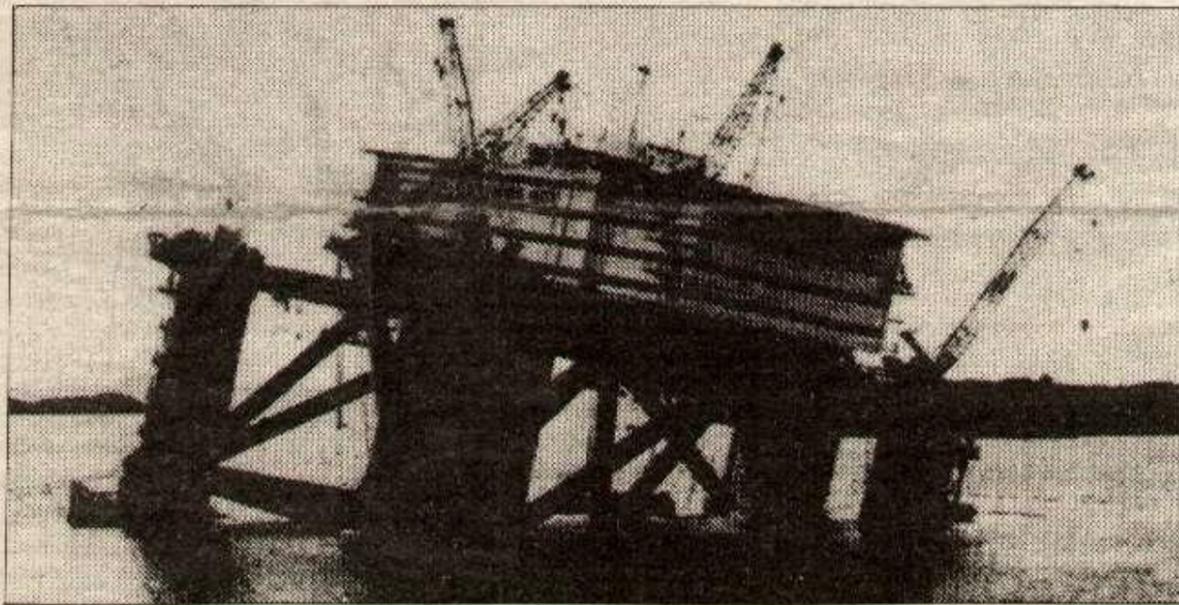


Beaucoup de monde pendant le week-end de Pâques sur les côtes bretonnes. Nombreux étaient les « touristes » venus constater de visu les dégâts de la marée noire. Cette catastrophe n'est d'ailleurs pas près de se terminer puisque, selon des estimations compé-

tes, il faudra des mois pour arriver à se débarrasser des 10 000 tonnes de pétrole qui gisent toujours par 87 mètres de fond au large de l'île de Batz. En attendant, il s'échappe toujours du liquide (environ 7 tonnes par jour) de la coque fissurée.

L'insécurité des plates-formes de forages

Après la catastrophe de l'Alexander-Kielland, la plate-forme «Henrik-Ibsen» cède à son tour



L'exploitation «off-shore» du pétrole se fait décidément dans des conditions d'insécurité quasiment complète.

Une dizaine de jours après la catastrophe de la plate-forme «Alexander Kielland» où 123 personnes ont été tuées,

une autre plate-forme, «Henrik-Ibsen» qui devait prendre le relais de la première s'est brusquement inclinée de

20 %. Les soixante personnes qui travaillaient à bord ont été évacuées.

Victoire des grévistes de la Sonacotra de Ste Geneviève des Bois

Lire page 4

Sciaky à Vitry : des grévistes déterminés

Lire page 3

A nos lecteurs

Aujourd'hui et demain, le Quotidien du Peuple paraît sur quatre pages. Il suspendra sa parution après le numéro daté du jeudi 10 avril. Lire en page 3 la déclaration du Comité pour l'Unification du PCRM et du PCML.

Inquiétude dans la Creuse

« Nous n'avons pas envie de servir de poubelle atomique »

Les habitants de la Creuse sont inquiets. Depuis quinze jours, le Bureau des recherches géologiques et minières et la COGEMA (Compagnie générale des matières atomiques) ont entrepris des forages profonds, officiellement destinés à des « travaux scientifiques européens ». Mais selon deux ingénieurs géologues du BRGM, il s'agirait d'un « projet européen de recherches de sites géologiques aux fins de stockage de déchets hautement radio-actifs en provenance de l'usine de retraitement de la Hague.

Le BRGM a acheté un terrain d'un demi hectare qu'il a clôturé avant d'y installer un derrick. Une ligne électrique de 15 000 volts est venue compléter le décor. La profondeur de forage est, dit-on, de 1 000 mètres, ce qui constitue une première européenne. Selon le CLAN du Limousin ce forage servirait à « étudier la fracturation, la fissuration et l'infiltration de l'eau dans le granit, afin de s'assurer que celui-ci est prêt à servir de confinement aux produits radioactifs issus des centrales nucléaires ».

Les autorités officielles restent très évasives dans leurs réponses sur la nature du projet. En témoigne ce qu'a répondu le préfet de la Creuse à M. Chambon, mai-

re d'Auriat « quant au but de cette opération, il est confirmé qu'il s'agit uniquement d'une étude devant permettre une meilleure connaissance du granit en zone profonde, et une mise au point des méthodes de forage. Les conclusions qui en seront tirées ultérieurement pourraient être utilisées aussi bien sur le plan purement scientifique, que pour la conception d'abris souterrains à grande profondeur dont les caractéristiques en structure granitique pourraient être telles qu'elles assureraient par elles-mêmes un confinement efficace et pérenne... ». Que voilà un discours savant !... C'est le discours officiel, mais sur le chantier on donne des explications bien plus simplis-

tes. Il s'agirait d'une « carrière de granit pour tailler des pierres tombales... ». De quoi rénover de fond en comble le Père Lachaise... Mais ces explications simplistes ne suffisent pas. 150 habitants de la commune (sur 200) ont signé une pétition demandant des explications valables au préfet. Pourquoi un chantier d'en-

vergure européenne n'a-t-il pas bénéficié d'une campagne publicitaire ?

« Nous n'avons pas envie, dit le maire, de servir de poubelle atomique. C'est incroyable qu'on ne nous dise rien. Nous savons que la carte géologique de la région, en particulier le granit, est favorable à ce genre d'implantation. »

Un géologue du BRGM, lui est très prudent : « Nous estimons que même les massifs les plus homogènes sont malgré tout perméables, à l'échelle de plusieurs générations (...) et les expériences que nous faisons actuellement le montreront sans doute ».

Ce nouvel exemple montre bien le mépris du pouvoir

pour la population et les travailleurs. Aucune information sérieuse n'est faite à propos d'un chantier qui risque d'avoir des conséquences très graves sur l'avenir d'une région et de ses habitants.

L.C.

Marée noire

« Les coups de matraque vont se faire payer cher »

Les habitants des Côtes du Nord et du Finistère ont vivement réagi à l'attitude méprisante de Giscard, mercredi dernier vis-à-vis de ceux qui étaient montés à Paris pour demander que

des mesures soient prises pour combattre la marée noire actuelle. Les employés municipaux de Trégastel ont décidé de boycotter le plan Polmar, frappés par « l'affront de l'Élysée ». Les cul-

tivateurs requis sur les chantiers sont très mécontents de l'accueil reçu en haut lieu et envisageaient de barrer les voies d'accès pendant le week-end de Pâques. Trois restaurants chez qui déjeunait le personnel chargé du nettoyage fermeront leurs portes lundi. « Les coups de matraque vont se faire payer cher », « l'Etat s'occupera désormais seul du nettoyage », deux phrases qu'on entend souvent par ici. 36 communes ont décidé de boycotter le plan Polmar en fonction des décisions publiques connues mardi.

maintenir son ordonnance de saisie prononcée le 24 mars dernier, sur la demande des maires des communes bretonnes, victimes de la pollution. De son côté la société anglaise Trading and Co, propriétaire de la cargaison du *Tanio* a réclamé la levée de la saisie conservatrice à l'encontre des 8 500 tonnes de brut déchargée de la partie avant du pétrolier remorqué jusqu'au Havre. La société propriétaire de la cargaison semble beaucoup moins pressée de récupérer la cargaison située dans la partie arrière immergée par 80 mètres de fond et dont 7 tonnes s'échappent quotidiennement dans la mer. De toute façon on n'a pas encore déterminé précisément le propriétaire du navire. On ne sait s'il s'agit de la société Locafrance dont le siège est en Suisse ou d'une société malgache. Les défenseurs des communes de la Côte de granit rose ont fait remarquer au tribunal que les propriétaires du navire ne peuvent se prévaloir de la convention maritime internationale de Bruxelles que ni la Suisse ni Madagascar n'ont ratifiée.

RIEN AVANT UN AN

Rien ne sera fait avant un an sur l'épave du *Tanio*. C'est ce qui ressort des déclarations de Aymar-Achille-Fould, président de la mission interministérielle de la mer à l'issue d'une réunion avec les assureurs du pétrolier malgache, les responsables et les experts. Que signifie ce délai de 1 mois de réflexion qu'avaient invoqué les pouvoirs publics, si c'est pour annoncer que rien ne serait fait avant 5 mois, c'est-à-dire un an en raison des grandes marées de septembre et le début du mauvais temps. Le tribunal du Havre vient de décider de

Léon CLADEL

politique

Les profits bancaires de l'Etat français

L'Etat vient d'accorder une avance de 500 millions de francs au Crédit Lyonnais. Excellent exemple de la politique barriste d'austérité : d'abord, l'aide de l'Etat va à l'un de ses meilleurs contribuables, mais surtout, cette aide s'inscrit dans un nouveau plan de financement de l'économie.

A la fois l'Etat incite les banques au financement des entreprises les plus rentables et décide de la restriction des crédits à la consommation, mesure qui touche principalement les particuliers. Au Crédit Lyonnais, lui-même, cette

L'Etat prêtera 500 millions, et à des conditions particulièrement favorables, au Crédit Lyonnais. La banque dispose en effet de quinze ans pour rembourser le Fonds de développement économique et social. Passé une franchise de six ans, l'intérêt se calcule en fonction de la moyenne des dividendes versés à l'Etat par les banques nationales. Les dividendes étant relativement peu élevés, l'intérêt sera très faible.

LE CRÉDIT LYONNAIS, UN EXCELLENT POURVOYEUR DE FOND

La deuxième banque nationalisée française (après la BNP et la Société générale) a réalisé un bénéfice de 681 millions de francs après amortissement (280 millions) et provisions (550 millions), faisant plus que tripler ses bénéfices de 1978 (195 millions).

Les résultats du groupe qui a de nombreuses activités à l'étranger, sont en augmentation de près de 43 %.

En général, les banques nationalisées ne sont pas grandes pourvoyeuses de dividendes pour l'Etat, leur principal actionnaire. Cependant, la part n'est pas

négligeable : de 1972 à 1974, les trois grandes banques ont apporté 400 millions de francs à l'Etat.

Mais c'est surtout par leur contribution à l'impôt que les banques enrichissent l'Etat. Et dans ce domaine, le Crédit Lyonnais a réalisé une performance en 1979 : 331 millions au titre de l'impôt sur les sociétés (32 en 1978) contre 180 pour la Société générale. La rentabilité croissante de cette banque nationalisée expliquerait pour une part l'avance royale du gouvernement.

L'AUSTÉRITÉ DU « CRÉDIT »

C'est par une politique particulièrement dure envers ses employés que le « Crédit » a redressé sa situation financière déficitaire en 1979. D'une part, la direction a réorienté son activité vers des secteurs plus rentables, les crédits non encadrés (crédit professionnels, crédits d'équipements, financement à moyen terme des exportations et prêts complémentaires d'épargne logement). Réorientation, donc, surtout bénéfique aux entreprises.

D'autre part, et surtout, le « crédit » a « maîtrisé ses frais généraux » en rédui-

politique d'austérité a trouvé particulièrement depuis fin 1974, son illustration : licenciements et augmentation de productivité y vont de pair.

Cet « assainissement des comptes » se poursuit, mais se double maintenant d'un renforcement des fonds du Crédit Lyonnais. L'Etat accroît ainsi sensiblement les capacités financières de la seconde banque nationalisée pour lui faire jouer un rôle plus important dans la consolidation des bénéfices des entreprises.

sant les effectifs de 2 100 personnes en trois ans (931 emplois supprimés en 1979) et en augmentant la productivité (le nombre des guichets n'a cessé de s'accroître).

Dès 1974, les employés ripostèrent aux menaces de restructurations. Longues grèves qui reprirent en 1977 et qui ont largement freiné l'exécution des directives de Barre au Crédit Lyonnais.

Encouragement dans la voie de « l'assainissement », l'aide de l'Etat vise à renforcer les fonds d'une banque « financièrement solide », cela conformément à l'autre versant de la politique d'austérité. Depuis avril dernier, le gouvernement incite en effet les banques nationales et privées à élargir leur assise financière afin de développer leur activité et d'assurer par l'aide aux entreprises la relance de l'économie. La Société générale, elle, a fait appel à l'épargne privée pour augmenter son capital de 100 millions.

CONSÉQUENCES DE LA RESTRICTION DU CRÉDIT

Ne sachant pas très bien comment s'attaquer à l'inflation et voulant avant tout

éviter tout accroissement de la progression de la masse monétaire, le gouvernement a restreint sélectivement le crédit. C'est surtout le crédit à la consommation qui est visé par l'encadrement des prêts complémentaires d'épargne-logement.

Pour les travailleurs qui contractent un prêt d'épargne-logement, les possibilités seront restreintes et le crédit plus cher.

Les banques, elles aussi, se plaignent de cette perte de clients potentiels. Mais la mesure produit aussi des effets souhaités par le gouvernement : concentration bancaire et raréfaction des prêts personnels au profit des prêts bancaires aux entreprises. Les grosses banques, en effet, cherchent à racheter les petites qui en matière de crédit ont plus de facilités et ces dernières tendent à se regrouper face au développement des banques à statut spécial comme le réseau du Crédit agricole et du Crédit Mutuel.

La libération des prix est venue ôter les effets négatifs de la restriction du crédit pour les entreprises, l'aide de l'Etat au Crédit Lyonnais est un palliatif du même ordre.

Didier DELORME

Sciaky à Vitry : des grévistes déterminés

Depuis un peu plus d'une semaine, l'usine Sciaky de Vitry est occupée par les ouvriers. Les entrées sont solidement gardées et des dizaines de travailleurs se relaient à l'intérieur pour assurer la garde.

C'est le 26 mars que la grève a été votée à la suite du refus du patron de répondre positivement aux demandes des ouvriers. La section CGT avait déposé un cahier de revendications comprenant les points suivants : 260 F d'augmenta-

tion pour tous ; réduction d'une heure du temps de travail par semaine ; suppression du pointage le midi, et la création d'une structure permettant de réajuster automatiquement les salaires sur l'indice INSEE.

Le refus patronal sur tous les points a entraîné la grève totale et immédiate. Quelques jours plus tard, la direction lâchait, un peu de lest, accordant notamment la réduction du temps de travail et la suppression du pointage et rajoutant envi-

ron 0,5 % d'augmentation au 3 % qu'elle avait annoncé pour le 1er février.

La réponse est nette : le 31 mars l'occupation est votée. Nouveau et important recul du patron : 1,5 % en plus au 1er septembre, et 4 % au 1er novembre. En tout, l'ensemble des augmentations obtenues dépasserait les 12 % pour l'année 1980 d'après la direction.

Mais il y avait un sérieux rattrapage à opérer sur l'an-

née 1979 et les grévistes ont décidé de poursuivre l'occupation pour obtenir l'ajustement automatique de leurs salaires sur l'indice INSEE.

Mardi après-midi, onze délégués étaient assignés devant le tribunal de Créteil pour « occupation illégale ». Une intervention policière est donc tout à fait possible. En tout cas, après le week-end pascal, les grévistes semblaient toujours aussi déterminés à obtenir satisfaction complète.

Chalon s/Saône : vaste mouvement lycéen

C'est jeudi matin que tout a démarré au LEP Eco de Mathias ; plus de 500 des 900 élèves, décidaient de se mettre en grève pour soutenir l'action des surveillants, qui cessaient le travail pour protester contre la réforme Beullac. Elle prévoit la disparition rapide des « pions-étudiants », et leur remplacement par des « pions-fonctionnaires » nommés à vie ; à Mathias, sur 16 pions, 3 déjà doivent être vidés. Mais plus largement, ce qui a déclenché le mouvement, c'est l'ensemble de la réforme Beullac, qui se traduit par une aggravation de la situation des élèves et des enseignants ; dans leur tract, les lycéens situent

d'ailleurs leur lutte dans le cadre de la réaction contre les divers aspects de cette réforme, entamée par les syndicats, les surveillants...

Jeudi après-midi, plusieurs centaines d'élèves du lycée Mathias se joignaient à la grève, qui rassemble alors un millier d'élèves. Ils partent en manifestation improvisée et rallient à la grève des lycéens de Pontus-de-Thiard, du LEP Boucault, du lycée Nicéphore Niepce. Aux LEP de l'Auto et du Bâtiment, quelques élèves seulement rejoindront le cortège.

Une assemblée tenue jeudi soir devant la Maison de la Culture, a permis une première structuration du

mouvement ; après débat, les lycéens décidaient de rédiger un tract, et se donnaient rendez-vous le vendredi matin à Mathias. Là, de nouveau, ils partirent en manif, mieux organisée cette fois, et retournèrent aux LEP Auto et Bâtiment, ou, après passage et explications dans la cour, les couloirs, les ateliers et les salles de cours, plusieurs centaines de lycéens portaient avec la manifestation.

Les lycéens insistent fortement sur l'aspect spontané de leur mouvement, leur volonté de garder entre leurs mains le déroulement de la lutte et sur la nécessité de l'auto-organisation. Ils se proposent pour cela de mettre en place un collectif inter-lycées chargé de faire le bilan des actions, des propositions nouvelles, d'organiser la lutte contre la répression, pour protéger particulièrement ceux des

LEP. Certaines perspectives se dégagent déjà, comme de mettre en place des collectifs de réflexion dans des divers lycées, coordonnés, menant en collaboration avec les professeurs, surveillants, assemblées générales et forums de discussions. Ils sont conscients que les vacances risquent de remettre en cause la dynamique engagée, et ont décidé de garder le contact pendant ces 2 semaines.

Vendredi, ce sont plus de 3 000 élèves qui ont manifesté et se sont retrouvés l'après-midi à Mathias pour débattre de la suite. Des mesures de répression sont déjà prévues par certains établissements, il faut leur faire échec. C'est la première fois depuis 8 ans qu'il y a à Chalon un mouvement lycéen de cette ampleur.

Correspondant CHALON

Brest : désunion de la gauche

Depuis quelques semaines, la municipalité de Brest était agitée par un conflit entre PCF et PS. A la suite du refus du groupe PCF de voter le budget à cause d'une augmentation de 35 %, la majorité PS évinçait les adjoints PCF. Jeudi dernier, le maire PS, Francis Le Blé, démissionnait. Ce dimanche, au cours d'une séance mouvementée des conseils généraux, il a été réélu. Une coalition PS-UDB détient désormais 28 sièges sur 43. Au niveau des adjoints, le PS en a 12 au lieu de 8, l'UDB 2 au lieu d'un. Le PCF n'en a plus alors que dans le précédent bureau, il en avait 6 sur 15.

Jean Vons, maire PS de Châtenay-Malabry, (Hauts-de-Seine), a décidé de suspendre ses quatre adjoints PCF. Le conseil municipal comprend 15 élus contre 14 PCF. Ceux-ci ont refusé récemment de voter le budget.

Communiqué

Devant les attaques incessantes et inquiétantes contre les Droits de l'Homme en URSS, devant le nombre également croissant des agressions de ce pays contre des pays et peuples indépendants, un comité pour le boycott des Jeux Olympiques de Moscou s'est créé à Argenteuil (95) : il est rattaché au Comité National existant (COBOM, 14, rue de Nanteuil, Paris XV).

Afin de préparer le boycott de ces Jeux Olympiques de Moscou, le Comité d'Argenteuil s'est donné pour buts :

- d'informer largement la population locale sur la réalité intérieure soviétique.
- d'apporter un soutien actif à la lutte des travailleurs d'URSS contre un régime dictatorial.

Nous vous invitons à venir en discuter.

La prochaine réunion du COBOM d'Argenteuil aura lieu le jeudi 17 avril 1980 à 20 h 30, 26, rue Carnot à Argenteuil (derrière l'Hôtel-de-ville). Cette réunion est ouverte à toutes et à tous.

COBOM-Argenteuil

Pierrelatte

« Une fuite par semaine à Eurodif »

Depuis que l'usine 120 produit de l'uranium enrichi (il y a quatre usines en série, la 120 est la 2e en service), les fuites de gaz radioactif se succèdent.

Il est courant d'entendre dire par les ouvriers qui y travaillent : « Chaque semaine, il y a une fuite ». Et « la 120 est complètement débée ».

Des fuites importantes se sont produites le 28 février et le 27 mars à la 120, et tout récemment, le 2 avril, dans le passage suspendu reliant les usines au poste de commande.

Il semble que les fuites se produisent le plus souvent dans les soufflets des vannes qui obturent les cricuits du gaz radioactif.

Signalons qu'à la différence du CEA où l'on a expérimenté l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse, Eurodif enrichit le

gaz radioactif sous pression. Cela entraîne des contraintes plus grandes pour le matériel et un danger plus élevé de contamination radioactive en cas de fuite, d'autant plus que celle-ci n'est pas immédiatement décelable.

Par ailleurs, pour des raisons évidentes d'économie, les canalisations ne sont pas en inox, mais en acier recouvert de nickel. Or, il s'avère que le gaz composé d'uranium et de fluor attaque le nickel plus vite que prévu.

On peut se demander si Eurodif tournera un jour à plein rendement (objectif : fournir le combustible pour une centaine de centrales à eau pressurisée).

Mais surtout, on peut s'inquiéter du danger de contamination pour le personnel, en particulier certaines entreprises de nettoyage

qui travaillent en régie comme l'ENSE, qui emploie des immigrés pour la décontamination avec une prime de 6,90 F par jour.

Enfin, ces fuites se déversent dans l'atmosphère par les gaines de ventilation. Cela n'empêchera pas les administrateurs d'Eurodif de dormir, qui ont déjà eu le culot le 12 mars dernier de

proposer ces rejets d'eaux chaudes aux communes des environs pour un centime la thermie. (Les calories d'Eurodif sont actuellement gaspillées), et qui se sont défilés des impôts locaux en payant un forfait de 50 millions aux communes et une subvention à la Drôme.

Correspondant Pierrelatte

Aux lecteurs du Quotidien du Peuple

En juillet 1979, le PCRml et le PCML s'étaient engagés, dans leur protocole d'accord, à mettre en commun leurs efforts pour éditer une presse communiste quotidienne, en réalisant la fusion de leurs journaux quotidiens respectifs, le *Quotidien du Peuple* et *l'Humanité rouge*, dès janvier 1980.

Comme convenu, les deux quotidiens ont fusionné, au début de cette année, pour donner naissance à notre journal.

La publication d'un quotidien communiste est une bataille de tous les instants. Elle se heurte, en permanence, à l'organisation capitaliste de la presse dans notre pays. Elle ne peut compter exclusivement que sur les ressources des lecteurs et des militants dans ces temps de crise où elle doit faire face à des charges financières sans cesse alourdies.

Dans le combat pour assurer ses ressources, nous avons rencontré des difficultés pour garantir dès le début un rythme d'abonnements suffisant ainsi qu'un volume régulier satisfaisant de souscription. Ainsi, au bout de trois mois, s'est creusé un déficit qui, en l'absence d'un fonds d'avance assez substantiel, a mis la trésorerie du journal dans une situation extrêmement périlleuse. Nous avons été amenés, en conséquence, à opter pour la suspension de la parution du « *Quotidien du Peuple* » à dater du 10 avril.

L'édition en commun d'un même quotidien a constitué un pas en avant et représentait un élément important dans la politique menée par nos deux Partis en vue de leur unification. De ce point de vue, la suspension du quotidien est à coup sûr regrettable, mais elle ne saurait déterminer négativement le cours du processus unitaire dans son ensemble entre nos deux Partis, la fusion de leurs presses quotidiennes n'en étant qu'un élément.

Sans doute, au-delà des contraintes financières décisives, était-ce une entreprise difficile que de réaliser en commun un quotidien avant la fusion des deux Partis, ce qui impliquait d'harmoniser, dans une pratique commune, la place accordée à la presse quotidienne, les méthodes de gestion et de résolution des problèmes de financement.

Mais il ne s'agit en tout état de cause que d'une suspension du *Quotidien du Peuple*. Le PCRml s'engage à faire réparaître le *Quotidien du Peuple* à partir du 15 septembre. Le PCML, de son côté, se déclare prêt, dès qu'il jugera les conditions financières réunies, à co-éditer le *Quotidien du Peuple*.

Le Comité pour l'Unification du PCRml et du PCML

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
 Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
 Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
 Directeur de publication : Y. Chevet
 Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
 Commission paritaire : 56 942
 Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »
 Société Générale 200 208 66

Victoire des grévistes de la Sonacotra de Ste Geneviève des Bois (Essonne)

En septembre 1976, les résidents du foyer de Sainte-Geneviève ont déclenché la grève sur la plate-forme du comité de coordination, et leur comité de résidents a participé largement aux activités de celui-ci.

A Sainte-Geneviève, la Sonacotra « a mis le paquet » comme ailleurs pour briser cette grève :

— par 2 fois les résidents ont été assignés au tribunal à Longjumeau et à Evry ;

— un délégué du comité a été agressé plusieurs fois par des « inconnus ». Une fois il a reçu des pierres dans le visage, une autre fois, sur le quai de la gare, il a été matraqué jusqu'à en avoir l'épaule démise.

Dès le début de la grève,

un large comité de soutien s'est créé, rassemblant :

L'ACAFI (association culturelle et d'entraide aux travailleurs immigrés) ; le centre Protestant de Rencontre - la Balise ; église réformée de France - Vallée de l'Orge ; fédération JOC de l'Essonne ; Ligue des droits de l'homme ; MJC - maison pour tous ; parti socialiste ;

PCML ; PCR ml ; PSU ; union locale CFDT de Sainte-Geneviève.

Ces derniers mois, le comité de résidents s'est efforcé de tout faire pour provoquer des négociations que la Sonacotra avait toujours refusées jusqu'alors.

Malgré toutes les tentatives d'intimidations, le comi-

té de résidents a présenté un protocole d'accord acceptable reprenant les revendications principales du comité de coordination et acceptant un compromis important, concernant le paiement des arriérés (3 000 F pour les 4 ans de grève). La Sonacotra ne voulait pas baisser en dessous de 4 300 F, fit une pression sur les résidents en menaçant de faire évacuer le foyer par la police. Le comité de résidents demanda par le biais de la municipalité une dernière entrevue pour le vendredi 28 mars 1980.

A 4 h 12, la Sonacotra abdiqua, abandonna le montant des arriérés de 4 000 F à 3 000 F proposé par les résidents. Le protocole fut immédiatement signé.

Même si le lendemain, la municipalité, par un tract a essayé de récupérer la victoire, en expliquant : « Que le comité de résidents avait toujours écarté les élus locaux (ce qui est vrai, puisqu'ils ne soutenaient pas correctement la grève) mais que face aux menaces des expulsions, il fut obligé d'accepter ces mêmes élus aux négociations... » et que « le conseil municipal se félicite de la solution négociée à laquelle le maire et la délégation municipale ont activement contribué AVEC LE SOUTIEN des travailleurs immigrés ».

A 20 heures dans la grande salle du foyer, autour de la table 5 personnes de la municipalité (2 PCF, 2 PS, 1 MRG), 5 personnes de l'Amicale des Algériens en Europe accompagné du Conseil, 3 représentants de la Sonacotra (1 responsable régional), le comité de résidents dans son ensemble (= 12 personnes), dans la salle l'ensemble des résidents du foyer et une quinzaine de personnes du comité de soutien.

La négociation dura toute la nuit jusqu'au matin du samedi 29 mars (4 h 12). Il faut remarquer l'attitude des représentants de la municipalité qui fut comme l'Amicale des Algériens obligée de défendre la position des résidents définie par le protocole d'accord.

La population et les travailleurs immigrés savent que c'est grâce à l'unité des grévistes dirigés par un comité de résidents, et appuyés par un large comité de soutien.

La meilleure preuve en est que le samedi 19 avril, le comité de résidents et les résidents ont invité tous les membres et organisations du comité de soutien à une grande fête de la victoire. (La municipalité pourra se joindre à cette festivité).

Correspondant ESSONNE

La grève de la faim des 27 sans-papiers turcs et tunisiens à Bordeaux

« 8 jours de grève de la faim. Des papiers pour tous ». Voilà ce qu'on peut lire ce matin à l'église Saint-Eloi de Bordeaux où 27 travailleurs immigrés, turcs et tunisiens, réclament des papiers.

Ils sont arrivés en France, pour la plupart il y a plusieurs années, pour d'autres il y a quelques semaines. Certains d'entre eux ont travaillé « au noir » dans des entreprises bordelaises et de la région. D'autres encore se sont vus proposer des papiers, à leur arrivée en France, en échange de sommes très importantes, papiers qui se sont révélés être... faux, par la suite.

Cette situation est le lot

de 400 000 travailleurs immigrés en France, où le patronat abuse de leur isolement, de leur méconnaissance du français, de leur peur, pour les exploiter davantage, les payer peu, leur refuser des certificats de travail, et ainsi les tenir à leur merci.

C'est pourquoi, les 27 travailleurs immigrés, les uns sans papiers, les autres avec de faux papiers, expliquent qu'ils se battent aussi pour tous ceux qui sont dans leur cas.

Ils entament donc aujourd'hui leur 9e jour de grève de la faim, et malgré l'inévitable affaiblissement physique, ils restent aussi cal-

mes et résolu qu'au premier jour.

Un collectif de soutien, rassemblant plus d'une dizaine d'organisations assure une présence constante, de jour et de nuit, auprès des travailleurs immigrés : sécurité, réconfort, problèmes techniques, santé des grévistes, améliorations des conditions de la grève (chauffage, couvertures, etc...).

A ce jour, le collectif s'est chargé de populariser la lutte par voie de tracts, affiches, manifestation, et de réunir le maximum de dossiers d'immigrés non régularisés, grévistes ou non grévistes.

Une pétition à déjà 2 000 signatures environ.

Mais il reste encore à élargir la solidarité, à obtenir le soutien des municipalités, du conseil général, d'organismes, d'organisations. De cela dépend le rapport de force qui permettra de négocier avec les pouvoirs publics, atouts en mains, et à régulariser au moins tous les cas des grévistes, c'est-à-dire obtenir des papiers leur permettant de séjourner en France et de travailler dans des conditions meilleures.

Français, Immigrés, Solidarité.

Correspondant BORDEAUX

La Ligue des Communistes de Yougoslavie ne participera pas à la conférence des PC européens

Après les PC espagnol et italien, c'est au tour de la Ligue des Communistes de Yougoslavie d'annoncer qu'elle ne participera pas à la conférence des partis communistes de l'Ouest et de l'Est, dont l'organisation est assurée par le PCF et le parti polonais.

La Ligue des Communistes de Yougoslavie estime que cette conférence sur les problèmes de la paix et du désarmement, restreinte aux seuls partis dits communistes risque « d'approfondir les divergences communes entre partis communistes et ouvriers. Ces divergences considérables portent sur l'appréciation et les voies de règlement de la crise existante. (...) La situation internationale est tellement

détériorée qu'elle requiert un rassemblement de toutes les forces progressistes et épris de paix ». Ce qui signifie que, contrairement à la ligne politique actuelle du PCF, Belgrade n'exclut pas les forces social-démocrates ou chrétiennes du rassemblement pour la paix. En outre, Belgrade a énergiquement condamné l'intervention soviétique en Afghanistan comme préjudiciable pour la paix et n'est donc pas d'accord pour que cette question ainsi que celle du Cambodge soient exclues de la future conférence.

Enfin, la Yougoslavie est mécontente car cette conférence a été convoquée sans son accord et le document final a été élaboré sans la consulter.

Nouvelles du Cambodge

• 3 conseillers soviétiques et cubains tués dans une embuscade

Trois officiers supérieurs vietnamiens, un conseiller soviétique et deux conseillers cubains ont été tués dans une embuscade par des guérilleros du Kampuchea démocratique, le 15 mars dans la province de Siem Reap, alors qu'ils voyageaient à bord d'une Land Rover. Plusieurs soldats vietnamiens de l'escorte ont été tués et blessés.

Deux jours plus tard, au même endroit, un chef de régiment vietnamien a été tué.

• Un commandant khmer Serei rejoint la résistance khmer rouge

Un commandant de bataillon nationaliste khmer Serei s'est rallié à la résistance dirigée par le Kampuchea démocratique, le 19 février dernier avec son bataillon.

Le 20 mars, la radio Voix du Kampuchea démocratique a diffusé l'appel que ce commandant nationaliste, ancien soldat dans l'armée de Lon Nol, a lancé à tous les anciens militaires et Khmers Serei pour qu'ils unissent leurs forces dans la lutte contre l'occupant vietnamien, pour la survie du peuple cambodgien.

Ce ralliement est le fruit de la nouvelle politique adoptée par le gouvernement du Kampuchea démocratique et qui a pour objectif d'unir tous les Cambodgiens, quels que soient leurs opinions politiques et leur passé.

• Nouvelles désertions de soldats vietnamiens

Du 10 au 16 mars, 26 soldats vietnamiens se sont rendus aux forces de résistance du Kampuchea démocratique, dans la province de Battambang, au nord-ouest du pays.

Depuis que les pertes dans l'armée vietnamienne augmentent, atteignant 400 tués et blessés par jour, les désertions augmentent. Plusieurs milliers de déserteurs vietnamiens sont soit partis en Thaïlande, soit ont regagné le sud-Vietnam, soit se sont rendus à la résistance cambodgienne.

• Nouvelles victimes de gaz toxiques

Les bombardements de gaz toxiques par l'armée vietnamienne entrent dans leur 3e mois, dans la région occidentale de Pailin.

Le 8 mars, des tirs d'obus de gaz toxiques ont fait une dizaine de victimes (femmes, enfants, vieillards). Dans cette région, depuis janvier, il y a eu plus de cent tués, blessés et empoisonnés à cause de ces gaz toxiques.

Claude LIRIA

Brésil : 350 000 métallurgistes en grève

Depuis le lundi 31 mars, la grève des métallurgistes de la région de Sao Paulo s'étend. Elle est passée de 250 000 grévistes à 350 000 grévistes et de 13 villes à 27.

Le patronat a rompu les négociations, s'en tenant à l'augmentation de 7 % des salaires tandis que les grévistes réclament 15 % et la garantie de l'emploi pour un an.

Le cardinal de Sao Paulo a apporté son soutien aux grévistes et protesté contre les intimidations du gouvernement contre les grévistes.

Par ailleurs, samedi, la police brésilienne a assassiné trois ouvriers qui participaient à une manifestation revendicative en Amazonie. Les manifestants ont alors attaqué les policiers, faisant trois morts parmi eux.

Mort d'un prisonnier politique au Maroc

A plusieurs reprises, les centaines de prisonniers politiques marocains ont attiré par leurs grèves de la faim et leurs témoignages l'attention de l'opinion publique internationale sur les lamentables conditions de détention, et en particulier sur le manque de soins médicaux dans les prisons.

Malheureusement, une nouvelle mort vient de confirmer cette situation : un ancien mineur, atteint de silicose et condamné à dix ans de prison en 1976, vient de mourir, faute de soins.

Déjà, en décembre 1977, la jeune Saïda Mehnebi, militante marxiste-léniniste, était morte des suites d'une grève de la faim, en prison.